

Le 9 août 2018

Chers amis du Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances,

En juin dernier, j'ai été nommé président bénévole du conseil d'administration du Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances (CCDUS). Je me suis ainsi lancé dans une aventure passionnante qui m'a permis d'en apprendre plus sur l'organisation, son personnel compétent et son rôle capital dans l'élaboration de politiques et l'échange de connaissances. Mais j'ai aussi appris que l'avenir du CCDUS est incertain.

Nous savons tous, je crois, que le CCDUS est une ressource vraiment unique. J'ai rencontré ses incroyables chercheurs et spécialistes des politiques, dont le travail permet d'orienter les politiques et la prise de décisions relatives aux substances, dont l'alcool, au Canada. Le fédéral, les provinces et les municipalités connaissent les rapports et études du CCDUS et en apprécient la fiabilité, mais aussi l'applicabilité aux enjeux auxquels sont confrontés les fournisseurs de services, les premiers répondants, les agents d'application de la loi et une multitude de professionnels.

Dans ma vie professionnelle, je suis directeur général de l'Institut Pine River, centre de traitement avec hébergement offrant aux jeunes ayant des comportements de dépendance une expérience de leadership en plein air. Je comprends donc très bien la pertinence et l'importance des connaissances créées et diffusées par le CCDUS pour notre travail.

Pourquoi l'avenir du CCDUS est-il incertain? Le CCDUS est l'une des huit organisations pancanadiennes de la santé (OPS) mises sur pied pour conseiller Santé Canada et d'autres ministères et ordres de gouvernement en matière de politiques sur la santé. L'an dernier, la ministre de la Santé a chargé deux conseillers experts, Pierre-Gerlier Forest et Danielle Martin, d'« évaluer le rôle et l'incidence de l'ensemble actuel des OPS pour ce qui est de faire progresser les priorités pancanadiennes en matière de soins de santé de même que les objectifs fédéraux ». Ces experts ont rendu publiques leurs observations en avril dernier dans un rapport, [Ajustées à l'objectif](#), qui remet en question le rôle et même l'existence du CCDUS.

La ministre de la Santé a récemment formé un [Groupe directeur de la mise en œuvre](#) chargé d'examiner ces observations et de lui faire des recommandations cet automne. Le rôle du groupe est « d'élaborer une proposition et un plan de mise en œuvre détaillé pour la reconfiguration ou la reformulation du mandat des OPS financées par le gouvernement fédéral, en s'appuyant sur le travail du Prof. Forest et de la Dre Martin ». Le groupe entend consulter les huit OPS et des acteurs concernés.

Les dernières années ont été marquées par un débat intensif sur les politiques publiques entourant l'usage de substances. Les façons d'aborder les enjeux liés aux opioïdes, au cannabis et à l'alcool sont au cœur des préoccupations publiques, et le CCDUS occupe une place de premier plan dans ce vif débat. Le processus d'examen des OPS se poursuit et, maintenant plus que jamais, le CCDUS doit se concentrer sur l'excellent travail fait avec ses partenaires et intervenants. Nous vous tiendrons au courant, en tant que partenaires, du déroulement de ce processus.

Si vous avez des questions ou si vous voulez en savoir plus, n'hésitez pas à communiquer avec la première dirigeante du CCDUS, Rita Notarandrea, à CEO@ccsa.ca ou avec moi à BoardChair@ccsa.ca.

Veuillez agréer, chers amis, mes salutations distinguées.

Vaughan Dowie, président du conseil d'administration, CCDUS

